



HORIZONS | NOTRE SÉLECTION

LIVRE

Comment va l'Europe sociale ?

Avec pédagogie, Étienne Grass, membre de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), fait le point sur la portée de l'Europe sociale. Dans la première partie de son ouvrage consacré au droit des travailleurs et au marché unique, il se fait ainsi l'écho des multiples rebondissements des négociations autour de la directive sur le temps de travail, dont le projet de révision, lancé en 2004, piétine. La protection sociale fait l'objet d'une seconde partie. Où l'on apprend que la compétence de l'Union européenne (UE) pour l'établissement de « prescriptions minimales » en la matière n'a jamais été utilisée et que l'objectif de coordination

beneficie essentiellement aux travailleurs migrants (avec un impact sur le « tourisme social » essentiellement fantasmé). L'auteur n'oublie pas de traiter de politiques « à la tisière des compétences de l'UE », dont celle du handicap. À son actif ? Des avancées dans les domaines des transports, des télécommunications ou de l'accès au monde du travail, poussées par le principe de non-discrimination. Le bilan de la lutte contre la pauvreté est plus mitigé, avec un programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) particulièrement en souffrance.

L'Europe sociale, Étienne Grass,
La Documentation française, 2012, 14 euros

REVUE

Le travail à domicile en question

Ce nouveau numéro de VST passe en revue les difficultés et les enjeux du travail à domicile: isolement, manque de reconnaissance, ambiguïté de la posture de l'accueillant accueilli... Et donne la parole aux professionnels. Une équipe d'un service d'éducation spécialisée et de soins à

REVUE

Observer et faire face aux « comportements problèmes »

Quelle prise en compte des troubles psychiques dans les établissements sociaux et médico-sociaux ? À l'heure où ces derniers accueillent des publics de plus en plus hétérogènes, ce numéro double des Cahiers de l'actif s'intéresse aux problématiques comportementales auxquelles sont confrontés les professionnels. Psychologues, éducateurs, psychiatres... Tous s'accordent à dire que l'interprétation de ces troubles est délicate. Yann Le Goff, formateur à l'Institut méditerranéen de formation et de recherche en travail social (IMFRTS), insiste sur les facteurs socio-économiques qui peuvent en être à l'origine et fustige la tendance à la « psychiatriation » des populations en difficulté. Quant au handicap psychique, s'il a été consacré par la loi du 11 février 2005, sa place au sein du secteur médico-social reste à faire, préviennent deux contributeurs. Au sommaire également, plusieurs exemples de stratégies d'accompagnement afin de sécuriser les usagers et d'éviter l'épuisement des professionnels, sont abordés dans différents contextes : maisons d'enfants à caractère social (Mecs), instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (Itep) ou encore médico-éducatifs (IME).

Les Cahiers de l'actif n° 434-435-436-437, juillet-octobre 2012, 24 euros

domicile (Sessad) témoigne de sa mission auprès d'une famille, tandis qu'une psychologue de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) voit dans ses interventions le moyen de rétablir un « lien entre l'espace extérieur que représente l'institution et l'espace du domicile de la personne ». Plusieurs contributions s'attaquent aux paradoxes qui sous-tendent la fonction d'assistant familial. Comment faire de sa maison un espace de travail ? Comment mobiliser sa famille par rapport à son activité professionnelle ? Les réponses sont à chercher du côté du travail collectif pluridisciplinaire et, surtout, de la professionnalisation.

Faire social à domicile, VST n° 116,
éd. Érès, 4^e trimestre 2012, 16 euros

MAGAZINE

Quelle décentralisation ?

Clarification des rôles, fin des doublons, allègement des normes... Alors que se profile l'acte III de la décentralisation, Acteurs publics en retrace les précédentes étapes et revient sur les principales attentes des élus. Mais aussi celles des fonctionnaires qui, à l'image de ceux chargés de l'emploi et de la formation, craignent des transferts de personnels. Interviewé, Bruno Leroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, compte sur un important travail parlementaire: « Pour l'instant c'est un texte sur les collectivités locales, ce n'est pas un nouvel acte de la décentralisation [...]. Il faudra discuter et

aller plus loin avec le gouvernement. » Mais dans quelle direction ? Le conseiller en communication Éric Giully, qui s'attend surtout à un « texte de méthode », rappelle que l'objectif de l'équipe au pouvoir est encore flou : autonomie accrue des collectivités ou réduction des déficits publics ?

Acteurs publics n° 91, janvier 2013,
6,50 euros

MAGAZINE

Un œil sur le marché du travail

Précédant l'accord national sur la sécurisation de l'emploi le 11 janvier dernier, Laurent Jeanneau fait part, dans les colonnes d'Alternatives économiques, de sa crainte d'un « compromis a minima ». Et le journaliste de rappeler les termes de la négociation selon quatre objectifs : lutter contre la précarité, limiter les risques juridiques en cas de licenciement, assurer la sécurité des salariés et encadrer la flexibilité interne. Si le magazine consacre ainsi ses premières pages aux problématiques du chômage et de l'emploi, c'est aussi pour faire tomber quelques préjugés. Et parmi ceux-ci, celui d'un marché français qui serait trop rigide. À lire également, le dossier sur « La famille dans tous ses états » qui aborde notamment les questions relatives à l'autonomie des jeunes, aux nouveaux rapports de filiation et aux inégalités entre les hommes et les femmes.

Alternatives économiques n° 320,
janvier 2013, 3,80 euros

MAGAZINE

Agents publics (aussi) en souffrance

Les fonctionnaires, épargnés par les tendances à l'intensification du travail et à la fragilisation des collectifs qui touchent le secteur privé ? Santé et travail s'emploie à réparer l'injustice souvent faite aux agents





publics et pointe la dégradation de leurs conditions de travail. En cause ? La promotion du contact direct avec les usagers, les réductions d'effectifs, l'individualisation des emplois du temps... La sociologue Catherine Vincent constate que la santé au travail est une préoccupation de plus en plus forte des syndicats et de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). La question des risques professionnels dans les collectivités territoriales fait aussi l'objet d'un article. Au-delà des données globales relatives aux accidents du travail, son auteur évoque les actions de prévention menées par plusieurs communes et départements.

Santé et travail n° 81, janvier 2013, 7,50 euros

DVD

Le droit des usagers en pratique

Dix ans après, la Croix-Rouge française dresse le bilan des deux lois qui ont bouleversé la démocratie sanitaire, sociale et médico-sociale : celles du 2 janvier 2002 et du 4 mars 2002 (relative aux droits des malades). « Une petite évolution culturelle qui fait que tout manager, dans sa tête, entend désormais la petite

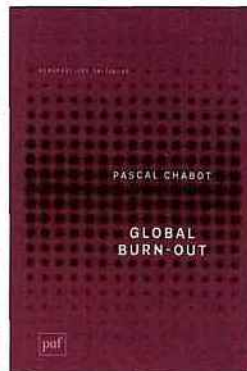
ESSAI

Une société épuisée

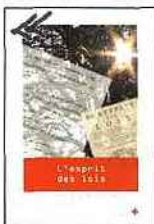
Face à cette pathologie de la civilisation postmoderne, la prise en compte des limites de l'humain est urgente. » Pascal Chabot

s'applique à décrypter les causes du *burn-out* global, qui touche l'ensemble de la société. Cadences effrénées, rendements maximisés, exigence de perfection, perte de sens, course à la reconnaissance... Au commencement, il y avait pourtant la promesse d'une civilisation des loisirs, d'un temps libéré grâce au progrès scientifique et technologique. « Un cheval de Troie » selon le philosophe, qui estime qu'à force d'adaptations, l'être humain s'oublie et s'épuise. Convoquant tour à tour les expériences, récits et théories de romanciers, psychologues, psychiatres ou encore sociologues, il fait partager son combat, mais propose aussi une porte de sortie à ce sombre portrait. L'un des chapitres s'attarde sur le *burn-out* féminin, l'occasion d'évoquer ce que l'auteur nomme le « piège de la compassion » : quand les difficultés vécues par des infirmières, au lieu d'être associées à leurs conditions de travail, sont « psychologisées ».

Global burn-out, Pascal Chabot, Presses universitaires de France, 2013, 15 euros



musique de la voix de l'utilisateur », résume Michel Laforcade, directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) d'Aquitaine. Travailleurs sociaux et directeurs de structures témoignent de leurs difficultés à mettre en œuvre ces nouveaux droits accordés aux usagers et à leurs familles, qu'ils soient individuels ou collec-



tifs (participation au conseil de la vie sociale - CVS - par exemple). L'ampleur du défi apparaît en filigrane : ne pas perdre de vue l'esprit de la loi tout en adaptant les outils à disposition aux spécificités des publics (enfants, personnes handicapées, exclus...).

L'esprit des lois. La démocratie sanitaire et sociale : les lois de 2002, dix ans après, DVD de la Croix-Rouge française, 2013, 37 euros, à commander sur www.advita.com